Les think tanks : nouveaux acteurs du politique, entre local et global : un exemple bulgare

Autor(en): **Anguelova-Lavergne, Dostena**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia**

Band (Jahr): **14 (2009)**

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1007314

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LES *THINK TANKS*: NOUVEAUX ACTEURS DU POLITIQUE, ENTRE LOCAL ET GLOBAL

UN EXEMPLE BULGARE

ABSTRACT: BETWEEN LOCAL AND GLOBAL: THINK TANKS AS NEW POLITICAL ACTORS. A BULGARIAN EXAMPLE

Think tanks first appeared in Bulgarian civil society at the beginning of the democratic transition in the 1990s. As militant organizations they were deeply involved in the structuring of a new political space in the country. Although remaining outside the electoral framework they played the role of «watch-dogs» when liberal reforms were introduced acting as the people's voice, on the one hand, and as the representatives of Western will, on the other. Being financed almost exclusively by foreign donors the support they give to political parties, actors and causes depends on the policies designed to assist democracy-building. This article focuses on the Centre for Liberal Strategies and on the role it played in the setting up of the first primary presidential elections in 1996. It describes the way think tanks helped introduce political technologies aimed at democratizing the country. The author thus questions the representative legitimacy of what is being undertaken by these new political actors.

Mots clés: *Think tanks* · Transition démocratique · Gouvernance mondiale · Légitimité représentative

DOSTENA ANGUELOVA-LAVERGNE

La période de la transition démocratique dans les pays de l'ex-bloc soviétique fut marquée par l'émergence de nouveaux acteurs du politique situés en dehors des partis et des appareils et de l'administration de l'Etat: les ONG. Bénéficiant de l'aide morale et financière de l'Occident, elles devaient contribuer à la transformation des Etats totalitaires en démocraties modernes. Cependant, le rôle de véritables «chiens de garde» (*watchdogs*) des réformes libérales en Europe centrale et orientale a été assumé par une élite spécifique et restreinte: les *think tanks*. A la frontière entre le monde académique, politique et médiatique, ces ONG-instituts d'experts ont dès le départ annoncé leur volonté d'exercer une influence sur les programmes politiques nationaux et les processus de prise de décision à travers un travail de conseil politique et économique, des campagnes médiatiques visant l'opinion publique, la rédaction de projets de lois et de rapports sur l'avancée des réformes et la stabilité politique. En revendiquant l'appellation *think tanks* (réservoirs d'idées), elles signifiaient leur filiation directe avec des institutions analogues de recherche et de *lobbying* politique apparues aux Etats-Unis à la fin du XIXe-début XXe siècle. Agissant, à la différence des ONG plus classiques, davantage dans le domaine politique que dans le domaine social et humanitaire, ces nouveaux acteurs se situent en effet dans une logique d'internationalisation, à partir des années 1980, des réseaux américains de professionnels de la démocratie (Guilhot 2005; Dezelay 2004). Cependant, leur dépendance financière, mais aussi symbolique, vis-à-vis de ces réseaux pose clairement la question de la légitimité et des conséquences à long terme de leur action dans les sociétés locales. De nombreux anthropologues (Pétric 2007; Hann et Dunn 1996; Wedel 1998; Verdery 1996) ont d'ailleurs déjà jeté un regard critique sur la «culture des projets» (Sampson 2003) et sur la manière dont les ONG, de manière générale, ont exercé un rôle d'importateurs de la démocratie occidentale en Europe de l'Est et dans les Balkans.

En nous situant dans la même perspective d'analyse, nous interrogerons dans cet article la manière dont les *think tanks* bulgares ont accordé leur soutien à des partis, des acteurs et des causes politiques en fonction de la politique d'aide à la *democracy building* des donateurs étrangers. Tandis que dans les années 1990, ces derniers ont encouragé une expertise exclusivement en faveur de l'opposition anti-communiste, les années 2000 marquent une diversification des financements en faveur d'autres partis et leaders politiquement «rentables» dans le nouveau contexte de crise de confiance envers l'Europe et les élites politiques de la transition.

Ces évolutions «pragmatiques» de l'aide problématisent l'authenticité de l'action et la légitimité représentative des *think tanks* qui apparaissent à la fois comme militants locaux et acteurs clés de la «gouvernance mondiale» (Abélès 2008: 223) sur le terrain national. Ainsi, sans engager une description des réseaux et du fonctionnement des *think tanks* bulgares en général, nous nous appuierons surtout

sur l'exemple du Centre de stratégies libérales (CSL)[1] et sur le rôle de son directeur Ivan Krastev dans certains processus de médiation entre le champ politique national et des agences d'expertise transnationales. Nous développerons notamment une analyse détaillée de la mise en œuvre des premières élections présidentielles primaires (1996) pour la désignation d'un candidat unique de l'opposition anti-communiste en Bulgarie. Initié par le *think tank* américain *International Republican Institute* (IRI)[2], et réalisé à travers le travail politique et médiatique du CSL, le transfert de cette procédure américaine constitue un exemple concret de la manière dont les *think tanks* bulgares ont servi de médiateurs de technologies politiques de la démocratisation.

L'AIDE FINANCIÈRE À LA DÉMOCRATIE DÉCIDE «LA COULEUR»

«The right party is the right party» (Krastev 1996)

Créés durant les années 1990, essentiellement par des fonds de la fondation *Open Society Institute* (OSI) de Georges Soros[3] et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)[4], les *think tanks* bulgares ont bénéficié également de ressources importantes de fondations qui ont émergé dans la période de la guerre froide comme instruments de la politique étrangère américaine en Europe et dans le monde: la *National Endowment for Democracy* (NED)[5], l'ONG *Freedom House*[6] ou le *German Marshall Fund* (GMF)[7]. Leurs projets ont été financés aussi par des dizaines d'autres petits donateurs[8], comme par des organisations internationales telles que la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou l'Union européenne[9].

Les résultats politiques et médiatiques concrets que ces divers donateurs visaient durant les années 1990 à travers le financement des *think tanks* bulgares convergent sur un point principal: le soutien à l'opposition anti-communiste (incarnée par l'Union des forces démocratiques, UDF) et à sa politique de la «thérapie de choc» libérale.

Fondé en 1989 par des experts en économie de l'ancien Institut d'histoire du Parti communiste bulgare, le premier *think tank* bulgare – le Centre d'étude de la démocratie (CED) – devient ainsi une «usine législative» des réformes libérales, mais aussi le quartier général des campagnes politiques de l'UDF. Plusieurs experts qui ont fait leurs débuts au sein du CED ont ensuite fondé leurs propres *think tanks* libéraux

[1] *Think tank* bulgare créé en 1994 avec l'aide de l'*Open Society Institute* de Georges Soros et la fondation américaine *National Endowment for Democracy* (NED).

[2] *Think tank* américain créé en 1983 à l'initiative du président conservateur Ronald Reagan et de la NED afin de mener «une croisade pour la liberté dans monde entier» (site internet de la NED, www.ned.org, consulté en décembre 2008).

[3] A partir de 1984 le financier philanthrope Georges Soros commence à créer un réseau de fondations d'aide à la démocratie en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Ces fondations ont joué un rôle important dans la transformation de la sphère politique, intellectuelle et universitaire dans un grand nombre de ces pays. Créé en 1993 à New York, l'OSI a pour objectif de soutenir et coordonner ce réseau de fondations qui s'étend désormais au monde entier.

[4] Créé en 1961 durant le mandat de John F. Kennedy, l'USAID a pour mission la prise en charge de l'assistance étrangère des Etats-Unis en dehors des programmes d'aide militaire. Intégrée dans le *State Department* après la fin de la guerre froide, l'agence est devenue un des principaux fournisseurs d'expertise dans le domaine des transitions démocratiques dans le monde.

[5] Fondée en 1983 par les «faucons» et les *cold warriors* de la révolution néo-conservatrice, la NED rallie à ses côtés d'anciens trotskistes (les «bolcheviques de droite») et plus tard même des militants de la nouvelle gauche anti-conformiste issus des *area studies* en Amérique latine pour devenir ainsi une des institution les plus puissantes dans le dispositif de financement américain des programmes de démocratisation à l'étranger (voir Guilhot 2005: 86-97).

[6] Fondation américaine dont l'objectif est de promouvoir et de «mesurer» la démocratie dans tous les points du globe, *Freedom House* a été fondée en 1941 pour soutenir la propagande en faveur de l'engagement du pays dans la Deuxième Guerre mondiale, puis l'idée du Plan Marshall et de l'OTAN. A partir de 1982, financée largement par la NED, elle s'intègre dans le dispositif des ONG au service de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans les années 1990, elle se positionne comme un des acteurs principaux d'aide à la démocratie dans les Balkans et en Europe de l'Est dont les objectifs sont étroitement liés à la politique de l'administration de l'Etat américain. Elle est actuellement présidée par l'ancien patron de la CIA, James Woolsey.

[7] Fondé en 1972 à travers une restitution aux Etats-Unis par le gouvernement de Willy Brandt du reliquat du Fonds Marshall, le GMF devait promouvoir la recherche et les projets atlantistes en Europe. Après la fin de la guerre froide, il a remobilisé ses réseaux pour servir de relais de la politique étrangère américaine en Europe de l'Est et dans les Balkans.

[8] Fondations et *think tanks* américains et européens sous-traitant souvent des fonds des grands donateurs (l'OSI, l'USAID, les fondations Ford, Carnegie, Rockefeller etc.).

[9] Principalement le programme PHARE et plus récemment le Sixième programme consacré à la recherche.

dans les années 1990: le Centre de stratégies libérales (CSL), l'Institut d'économie du marché (IEM)[10], l'Institut d'études régionales et internationales (IERI)[11], le Centre de pratiques sociales (CPS)[12], le Centre d'études économiques (CEE)[13], etc. Ils ont ainsi continué à coopérer au sein des mêmes réseaux militants proches de l'UDF, mais aussi dans un réseau de projets communs financés par les mêmes donateurs étrangers.

Conseillers de présidents (I. Krastev, CSL), de ministres (E. Dainov, CPS) et de premiers ministres (O. Minchev, IERI) de l'UDF, les leaders de ces institutions se transforment aussi en «gourous médiatiques» et défendent régulièrement la politique du parti dans l'espace public. En revanche, à de très rares exceptions, ils ne s'engagent jamais directement dans le processus politique en tant qu'élus ou membres du gouvernement

Ils peuvent tout aussi bien se revendiquer comme «tribuns du peuple» et comme médiateurs nationaux de la volonté de l'Occident démocratique. Lors de la crise économique et politique de 1996, pendant laquelle des violentes manifestations, organisées notamment par les *think tanks* libéraux, ont fait tomber le gouvernement socialiste, les experts du CSL, du CPS, de l'IERI, etc., occupent la scène politique et médiatique pour défendre la politique de privatisation des grandes entreprises de l'Etat soutenue par les institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le FMI. Comme l'affirme le directeur du CSL Ivan Krastev, «les *think tanks* bulgares sont créés pour défendre le paradigme de la démocratisation et de la modernisation» (entretien, janvier 2001), paradigme qui, dans ces premières années de la transition, est la propriété symbolique de l'UDF. Mais c'est aussi le seul paradigme soutenu par les institutions internationales et les fondations qui financent la création de *think tanks* dans le pays.

Jusqu'à 2001-2002, la thèse dominante défendue par les experts des *think tanks* bulgares est qu'«il n'existe pas de transition de gauche» (entretien O. Minchev, IERI, février 1998). Le Parti socialiste bulgare (PSB), qui promet d'inventer un modèle social, mais aussi un modèle national spécifique des réformes, est accusé de populisme irréaliste, pire, de nationalisme et de volonté de retour en arrière. La rhétorique anti-communiste des *think tanks* représente l'adoption des réformes libérales non pas en termes de choix économique, mais en termes d'un «choix civilisationnel» qui rangerait définitivement la Bulgarie au sein des nations européennes. De la même manière, les décisions du gouvernement de l'UDF (1997-2001) d'accorder aux avions de l'OTAN un corridor aérien lors des bombardements de la Serbie en 1999 ou de sacrifier les blocs 3 et 4 de la centrale nucléaire Kozlodoui (malgré les avis sur leur viabilité prononcés par les commissions d'experts internationaux) sont défendues comme étant des «sacrifices nécessaires» sur la route vers l'Europe et la démocratie.

Investissements dans d'autres causes politiquement rentables

Pourquoi alors la société civile bulgare n'a pas produit des *think tanks* de gauche, sachant que, dans les années 1990, le PSB est le deuxième parti national sur le plan électoral? Les quelques tentatives de création de *think tanks* proches de la gauche au sein de la société civile se sont en effet heurtées durant cette période au manque total d'intérêt des bailleurs étrangers. Il convient de préciser que les *think tanks* bulgares n'ont pratiquement jamais bénéficié de fonds publics ou de ressources d'entreprises nationales et qu'ils restent jusqu'à aujourd'hui dépendants de l'aide étrangère. Ainsi, le premier *think tank* de gauche, fondé par des experts proches du PSB – l'Institut d'intégration sociale (IIS) – ne voit le jour que douze ans après la chute du mur, en 2001. Il est pourtant créé lui aussi grâce à la fondation *Open Society* de Georges Soros, avec notamment la médiation de Ivan Krastev, l'expert du *think tank* libéral CSL. A partir de là, d'autres mécènes américains, promoteurs de la démocratie dans le monde, tels que le *National Democratic Institute* (NDI)[14], mais aussi la fondation allemande social-démocrate Friedrich Ebert[15], commencent aussi à soutenir l'IIS et la «marque socialiste».

[10] *Think tank* économique d'obédience hayekienne, créé en 1993, membre du réseau de *think tanks* néolibéraux connu sous l'appellation du réseau de Stockholm.

[11] Créé en 1998, ce *think tank* a pour mission principale la promotion de la candidature bulgare à l'OTAN et de divers projets américains dans les Balkans tels que par exemple la *Clinton Initiative*: le projet infrastructurel pour la construction d'un corridor de transport reliant la mer Noire à l'Adriatique (corridor E8).

[12] Créé en 1994, le CPS est très engagé en faveur de l'UDF et mène divers projets militants notamment en tant que coordinateur d'ONG locales et municipales.

[13] Créé en 1997 par l'initiative de l'OSI, le CEE est devenu une des cellules des réformes économiques du gouvernement de l'UDF.

[14] Initié par la NED en 1983, le NDI devient une des principales ONG américaines à promouvoir la démocratie dans le monde à travers l'usage des technologies électorales.

[15] Fondée en 1925, elle est associée au parti SPD en Allemagne. La fondation se positionne actuellement comme un des coordinateurs importants des *think tanks* de gauche en Europe.

Qu'est ce qui a motivé ce changement de politique des bailleurs étrangers? Durant un entretien (mai 2004), le directeur exécutif de l'IIS, J. Georgiev, répond qu'il s'agit clairement d'un choix pragmatique qui vise à investir l'espace politique de gauche à un moment où la crise sociale et les querelles internes au sein de l'UDF avaient durablement affaibli les chances d'une victoire de la droite aux élections législatives en 2005. De plus, l'arrivée au pouvoir en 2001 de l'ancien roi de Bulgarie, Siméon II, en tant que Premier ministre et leader d'un mouvement populiste de droite, avait révélé l'usure de la rhétorique anti-communiste qui avait opposé le PSB à l'UDF. La montée de la déception des réformes libérales menaçait d'affaiblir l'adhésion de l'opinion publique à la perspective européenne du pays. Investir dans un *think tank* de gauche est ainsi une manière d'accélérer les processus de «normalisation» du PSB qui, en 2005, accède au pouvoir en affichant un programme politique tout aussi pro-atlantique et libéral que l'UDF.

A partir des années 2000, la diversification du soutien aux partis politiques que les donateurs étrangers exercent à travers les réseaux des *think tanks* bulgares bénéficiera même à des leaders politiques populistes, toujours dans l'intention d'investir dans des causes politiques jugées rentables tout en préservant le consensus libéral et pro-atlantique. Comme dans d'autres pays de l'ex-bloc soviétique, cette période propulse sur la scène politique des «messies» qui accusent les élites politiques de la transition (de droite comme de gauche) de corruption et de trahison des intérêts nationaux. La mondialisation capitaliste et le processus d'intégration européenne y sont directement visées comme causes de la pauvreté et de la désintégration sociale. Ainsi, des *think tanks* comme le CSL ne tardent pas à réinvestir leur soutien dans des leaders d'une nouvelle droite qui parle avec la colère du peuple, mais restent néanmoins fidèles aux principes pro-atlantiques et à ceux de l'économie du marché.

Dès 2001, l'arrivée au pouvoir de l'ex-roi Siméon II signale l'attente populaire d'une main forte capable de remettre de l'ordre dans les affaires politiques. Dans ce contexte, sur la scène politique émerge la figure charismatique de Bojko Borisov, un ancien diplômé de l'Académie de police devenu Secrétaire général du ministère de l'intérieur. Sa popularité dans les sondages atteint des sommets, notamment à cause de ses prises de position, souvent à l'emporte-pièce, contre les malfrats que la police arrête et que les juges relâchent. Elu maire de Sofia en 2005, Borisov décide de lancer en 2007 un nouveau parti politique, le Mouvement citoyen pour le développement européen de la Bulgarie (GREB) afin de participer aux premières élections européennes en Bulgarie. Les résultats sont étonnants: le GREB devance même le Parti socialiste et sort premier de l'épreuve électorale! Au lendemain de ces élections, Borisov demande que des élections législatives anticipées soient organisées à l'automne pour combattre la corruption dans le système économique et judiciaire. Même si ce plan a échoué, il est désormais pressenti comme futur Premier ministre du pays.

Comment peut-on analyser cette soudaine ascension politique au regard du poids des *think tanks* dans la vie politique bulgare? L'engagement du CSL et de son directeur Ivan Krastev dans le conseil et le soutien médiatique de ce nouveau leader populiste ne fait désormais aucun doute. En 2006, on remarque clairement un revirement intellectuel du discours de Krastev quant à la nature et au rôle du populisme sur la scène politique européenne et bulgare. Dans un article du journal *Koultoura* (26 janvier 2006), il annonce «la fin de la décennie libérale» en Europe post-totalitaire et le début d'un populisme qui serait à l'origine d'une nouvelle manière de penser le politique. Les 10-11 mai de la même année, l'idée fait son chemin à travers une conférence, financée par le GMF. Co-organisée par le CSL et la fondation *Open Society Institute* de Sofia, la conférence, intitulée «Les défis du nouveau populisme», est destinée aux cercles politiques et intellectuels de la capitale et tend à promouvoir le constat que «le nouveau populisme est aujourd'hui la condition générale du politique et de l'avancée de la démocratie partout dans le monde»[16]. Dans un article du quotidien *24 Chassa* (24 mai 2007), Krastev affirme que Borisov est une sorte de leader de la société civile exprimant les angoisses et les espoirs de l'opinion publique dans un contexte marqué par le besoin de restructuration de l'espace politique.

Cependant une analyse plus poussée révèle que la préparation du terreau de cette nouvelle droite, capable de remplacer l'UDF, de l'emporter face au PSB et d'affaiblir les autres courants nationalistes, commence dès 2001-2002. A cette époque, le CSL est à l'origine de la création de l'association Bulgarie globale. Celle-ci a pour objectif de «faire de la société civile un véritable facteur dans la prise de décisions dans le domaine politique et économique». Coordonnée par Tsvételina Borislavova, présidente du comité de contrôle de la Sibank, compagne de Borisov, l'initiative regroupe divers représentants du secteur bancaire et économique, mais aussi des *think tanks* libéraux influents tels

[16] Extrait du site internet du CSL, www.cls-sofia.org (consulté en novembre 2008).

que le CSL, le CED et l'IEM. Destinée à mettre en place un réseau de contrôle des procédures d'absorption des fonds européens à tous les étages du pouvoir (national, régional, municipal), l'association a surtout pour objectif de fédérer divers milieux économiques et politiques pour préparer une relève de droite aux élections législatives.

L'expert n°1 des think tanks bulgares

Ainsi, comme à plusieurs reprises depuis la création du CSL, l'expert n°1 des *think tanks* bulgares, Ivan Krastev, sert à annoncer et à légitimer d'importantes restructurations de l'espace politique bulgare. Quelques précisions sur sa carrière peuvent aider à comprendre les raisons de l'influence politique qu'il a exercée en tant que représentant sans mandat de la société civile, conseiller et diplomate dans l'ombre, intellectuel et gourou médiatique.

Né en 1964, Krastev est le fils de Ioto Krastev, rédacteur en chef du grand journal communiste *Narodna mladej* (Jeunesse populaire) et membre du Comité central du Parti communiste. Comme la plupart des leaders des *think tanks* libéraux, il est issu d'une famille proche du pouvoir d'avant 1989. Diplômé du Lycée anglais (vivier de futurs cadres du parti), il suit une formation en philosophie à l'Université de Sofia. Il y fréquente les cercles dissidents proches du professeur Jelu Jelev qui en 1989 devient leader de l'opposition anti-communiste et en 1990 président de la République bulgare. En 1991, Krastev part pour un an de spécialisation à St. Anthony College à Oxford où il se lie d'amitié avec son recteur Lord Ralf Dahrendorf, théoricien des transitions libérales à l'Est, lequel l'introduit et le parraine durablement au sein des réseaux d'experts en démocratisation.

Soutenu par d'importants réseaux de la *democracy building* dans les Balkans et en Europe, de retour en Bulgarie en 1992, Krastev démarre une carrière brillante et rapide en tant que conseiller politique du président Jelev. Chargé à cette époque par la fondation libérale allemande Friedrich Naumann de créer avec le député UDF Dimitar Ludjev un nouveau parti libéral, il commence à jouer un rôle de médiateur entre le Président, les partis politiques et le gouvernement. Fondateur du CSL en 1994, il bénéficie du soutien de l'*Open Society Institute*, mais aussi de nombreuses autres fondations et *think tanks* américains (notamment la NED).

A partir de cette période, il élargit sensiblement sa participation à divers réseaux de la société civile bulgare. Tout en étant directeur du CSL, il a été aussi membre du Conseil du Club atlantique en Bulgarie (depuis 1995), membre du Conseil de l'Union des fondations et des associations civiques bulgares (1996-1997), membre du réseau Balkan Civic Network (1996). Il a dirigé des recherches pour la Présidence bulgare, le parlement et le Ministère des affaires étrangères. Progressivement, Krastev réussit à se constituer également une légitimité internationale. En 1997-1998, il devient membre du conseil consultatif de la filiale bulgare de l'Agence américaine d'aide au développement (USAID). A partir de 1997, il accède aussi à une série de fonctions dans les réseaux de démocratisation des Balkans et de l'Europe centrale et orientale[17]. Il devient expert dans le domaine de la sécurité et du développement dans les Balkans pour la Banque Mondiale, le PNUD, l'OTAN, le GMF et l'Université d'Europe centrale de Georges Soros. Ces expériences l'ont enfin fait accéder en 2004-2005 à des postes hautement prestigieux comme celui de directeur exécutif de la Troisième commission Carnegie pour l'avenir des Balkans, présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères italien Guiliano Amato. Publiant lui-même dans des revues prestigieuses de la *foreign policy establishment* des Etats-Unis, comme le *Journal of Democracy*, financé et édité par la NED, il entreprend en avril 2005 l'édition en bulgare de la très influente revue américaine *Foreign Policy*, dont il devient le rédacteur en chef.

Ainsi, le multi-positionnement de Krastev au sein de réseaux gouvernementaux et non-gouvernementaux, nationaux et internationaux, politiques et intellectuels, fait de lui un médiateur puissant entre les élites politiques nationales et les réseaux d'organisations et de fondations internationales dans le domaine de la démocratisation. Son *think tank*, le CSL, considéré dans l'espace public bulgare comme incubateur de «solutions politiques inédites», contribue à «créer de nouvelles règles du jeu en politique» et à jouer un rôle important de transfert de diverses technologies politiques américaines dans l'espace politique bulgare. Le cas des élections présidentielles primaires en 1996 est particulièrement éclairant à ce sujet. En comparant les récits du directeur de l'antenne bulgare du *think tank* américain IRI, Scott Carpenter, et de Krastev sur l'origine de l'idée et de sa mise en œuvre, on parvient à illustrer concrètement la manière dont les

[17] Membre du comité du Centre de démocratisation et de réconciliation des Balkans à Thessalonique (1997), membre du Conseil consultatif du programme pour l'Europe centrale et orientale de *Freedom House*, membre du conseil consultatif sur l'Europe de Sud-Est d'*East-West Institute* à New York (depuis 2000), membre du Forum international de jeunes leaders de la globalisation créé en partenariat avec le Forum économique international (à partir de 2006), etc.

acteurs locaux de la société civile bulgare ont légitimé et négocié des solutions politiques en dehors du cadre de la représentativité démocratique et électorale.

L'IDÉE DE L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS PRIMAIRES EN 1996

«Les baleines dans la Maritsa et autres histoires à dormir debout»

«Les baleines dans la Maritsa et autres histoires à dormir debout» est le titre, amusant, du récit de Scott Carpenter (1998) de l'IRI, expliquant pour le journal *Insider* comment l'idée d'appliquer en Bulgarie, pour la première fois en Europe, le système des primaires des présidentielles américaines, a fait son chemin en 1995-1996: «On m'a souvent demandé d'où est venue cette idée. Enfin, voilà la réponse. L'idée nous est venue (à moi et à mon collègue de l'IRI Phil Tanis) sur le sommet d'une montagne, comme il convient à toute épiphanie. C'était en septembre 1995, juste après l'échec des forces démocratiques aux élections municipales. L'IRI organisait alors un séminaire dans un refuge juste au-dessus de Panichiste dans la montagne Rila. Les participants étaient des représentants à la fois de l'UDF et de l'Union populaire (UP) [i.e. des représentants des forces d'opposition contre le PSB].» (Carpenter 1998: 26)

Suit une énumération des participants du séminaire où on note la présence des leaders des deux partis de l'opposition anti-communiste, A. Mozer et I. Kostov, puis la description même du moment, durant une pause, de la naissance de l'idée des primaires lors d'une conversation entre Carpenter, Tanis, le député de UDF Boshkov et le candidat de UDF à la mairie de Rousse. En insistant sur le danger d'une division entre les deux partis lors des futures présidentielles, les représentants de l'IRI proposent leur aide de *lobbying* en faveur d'une procédure d'élection d'un candidat de l'opposition. Carpenter poursuit: «Ensuite, bien sûr l'IRI a formé un groupe de travail avec les partis de l'opposition et le CSL d'Ivan Krastev, afin de débattre des détails et de l'initiation du processus le plus vite possible. Le groupe s'est réuni plusieurs fois au restaurant Krim, au centre de Sofia, un endroit suffisamment discret [*conspirational*] et son travail a abouti à la signature d'un accord préliminaire qu'ensuite tous les leaders et candidats ont signé. Le crédit de ce processus revient donc à tous les signataires et rédacteurs de l'accord... Ceci ne veut pas dire que je ne me suis pas réjoui et fait un plaisir personnel de manière un peu immature. En écrivant à un ami le lendemain des élections, j'ai rédigé une parodie d'article de presse: ‹Sofia, Bulgarie – Un pêcheur a été surpris par la découverte de baleines nageant dans la rivière Maritsa. Les scientifiques intrigués se demandent comment elles sont arrivées là.» (Carpenter 1998: 26)

Le courrier «jubilatoire» de Scott Carpenter fait référence à un article de presse qui avait désapprouvé l'idée des élections primaires comme une idée farfelue, impossible à faire marcher en Bulgarie, «tout comme il est impossible de voir des baleines nager dans la Maritsa». En effet, les réserves des partis politiques et des médias exprimées vis-à-vis de cette innovation radicale auraient été effacées par la réussite du processus en juin 1996: participation massive de presque 900 000 électeurs, reconnaissance du candidat unique de l'opposition par tous les partis qui ont signé l'accord sur les primaires et enfin victoire, aux élections présidentielles de 1996, du candidat de l'UDF Petar Stoyanov désigné par ces primaires comme candidat de l'opposition unie face au PSB.

Avant de passer à la comparaison du récit de Scott Carpenter avec celui d'Ivan Krastev – publié dans le même numéro de la revue *Insider* et racontant d'une tout autre manière «la réussite incroyable» de «l'idée folle des primaire que le CSL a eu le courage de lancer» (selon les termes de Krastev, entretien, juillet 2006) – je voudrais revenir sur quelques informations contenues dans le rapport officiel de l'IRI (1996) sur ces élections primaires en Bulgarie.

Au-delà des anecdotes sur la généalogie de l'événement, le rapport de l'IRI insiste davantage sur le fait important que l'idée et le transfert technologique de la procédure font en effet partie d'une stratégie à long terme. Ce document passe en revue l'assistance que l'IRI a fournie dès 1990 aux partis de l'opposition en Bulgarie contre le PSB et prolongeant ce soutien tout au long de la transition à travers la formation des leaders du parti, le financement de ses structures locales, etc. En mars 1994, l'IRI ouvre un bureau local à Sofia pour élargir son action dans le pays et commence à travailler afin d'assurer une victoire des partis de l'opposition aux élections municipales de 1995. Organisant la conférence de Panichiste en septembre 1996, après la défaite électorale de l'opposition aux élections municipales, les leaders de l'IRI avaient déjà prévu de lancer l'idée d'élections primaires pour les toutes proches présidentielles afin d'éviter une nouvelle victoire du PSB. Cette précision permet de relativiser à sa juste valeur la «spontanéité épiphanique» de l'idée des primaires telle que racontée par Carpenter, le directeur de l'antenne locale de l'IRI, et d'y voir plutôt un sens de communication médiatique bien maîtrisé de

sa part. L'hypothèse est d'ailleurs confirmée explicitement dans le rapport de l'IRI: le seul endroit où le CSL est mentionné dans le texte des rapporteurs est un paragraphe qui explique que la formule du succès de l'importation de la procédure en Bulgarie est assurée notamment par l'utilisation d'un «médiateur de confiance»: «Un médiateur neutre de confiance: un catalyseur extérieur de l'effort éducatif et des négociations préliminaires peut être d'une importance cruciale. [...] Cette organisation ou cette personne doit être respectée par toutes les parties et doit être perçue par elles comme neutre tout au long du processus. La personne ou l'organisation [*he/it*] doit agir comme un diplomate-navette [*shuttle diplomate*] délivrant tantôt des messages entre participants, agissant comme un avocat au nom du processus engagé, mais aussi en permettant l'expression et la résolution d'angoisses légitimes des personnes. Idéalement il faudrait plus d'un canal [*avenue*] de communication informelle de ce type. [...] Des *think tank* locaux [*indigenous*] et autres ONG, non affiliés concrètement à un parti politique, peuvent donc jouer un rôle important. En mettant l'accent sur l'importance et le besoin de transparence, ils peuvent créer un moteur intellectuel et d'expertise locale qui assurera la sensibilité culturelle et l'applicabilité du concept des primaires dans le pays en question, afin d'afficher par leur action qu'il ne s'agit pas d'une simple greffe américaine. Et puisqu'ils bénéficient du respect de tous les participants, ils peuvent réduire les tensions pour le *leadership* d'un parti vis-à-vis des autres. Ils assurent au processus une plus large légitimité et peuvent agir comme des avocats de la nature démocratique des élections primaires sans afficher des enjeux d'ordre politique tels que de savoir qui sera le gagnant. En Bulgarie, le Centre de stratégies libérale et le Centre de pratiques sociales ont joué ce rôle.» (IRI 1996: 22)

Ainsi, le rapport de l'IRI décrit explicitement les *think tanks* bulgares comme des médiateurs locaux pour la mise en œuvre d'une technologie politique visant à restructurer le champ politique bulgare. Il prend également la forme d'une sorte de manuel de cette procédure qui pourrait servir dans d'autres pays et en d'autres occasions. Le besoin d'un partenaire de la société civile affichant une position neutre et pouvant jouer le rôle de «diplomate-navette» entre les partis coïncide parfaitement avec le positionnement du CSL et de Krastev en particulier. Le rôle personnel de ce dernier – mais au-delà, celui aussi de toute la société civile financée par ce type d'organisations – est présenté dans ce rapport comme celui d'une sorte d'agence de *marketing* politique adaptant le message d'une grande marque internationale à la «sensibilité culturelle» locale et s'assurant, à travers sa bonne connaissance du terrain, de «l'applicabilité» de celle-ci dans le contexte spécifique national.

La version que le récit de S. Carpenter et le rapport officiel de l'IRI proposent de la mise en œuvre de l'idée des élections primaires en 1996 diffère cependant largement de celle avancée par Krastev dans nos entretiens et d'une manière plus subtile dans le texte qu'il a signé dans la revue *Insider* (Krastev 1998a, 1998b), publié à côté de celui de Scott Carpenter.

Les primaires: «une idée géniale» du CSL

Dans l'article «Une expérience américaine» (Krastev 1998b), Ivan Krastev revendique ouvertement la paternité des primaires: «Dans mon cas, aujourd'hui, en décembre 1997, ce que j'ai du mal à me rappeler est quand pour la première fois j'ai entendu ou lu quelque chose concernant les primaires aux Etats-Unis... Depuis 1996, le CSL a tout misé sur le succès de ‹l'expérience américaine›. A la fin du mois de décembre, j'ai publié vingt pages (avec le soutien du journal *Kapital*) sur les perspectives de la victoire de la communauté démocratique aux élections présidentielles... L'idée a paru tellement étrange que personne n'a pensé à l'attaquer au départ. C'est seulement après que nous ayons obtenu le soutien de l'IRI des Etats-Unis et celui de certains politiciens bulgares, que la réticence aux expérimentations est apparue dans notre classe politique.» (Krastev 1998b: 25)

Plus loin, l'implication du leader du CSL est accentuée par une dramatisation du vécu personnel: «J'ai été persécuté par un cauchemar dans lequel le président Jelev et le leader de l'UDF Ivan Kostov me dévisagent et me demandent: ‹Quand est-ce que tu as entendu pour la première fois le mot *primaries*? Qui te l'a fait mémoriser?› (1998b: 25)

Durant nos entretiens, le directeur du CSL cite à plusieurs reprises le cas des primaires comme un des exemples les plus significatifs de l'inventivité et de l'originalité de l'action politique du CSL. En répondant à la question de comment il parvient à exercer une influence sur l'ordre du jour politique dans le pays, il répond: «Il est rare que tu puisses mesurer et affirmer cette influence, parce qu'il y a des idées qui sont dans l'air et on ne sait jamais d'où est sorti le microbe, un peu comme pour la grippe. Il est important d'introduire une idée complètement novatrice par rapport au milieu. Par exemple, la première fois qu'on a mentionné la possibilité d'introduire un Conseil financier en Bulgarie, c'est dans une publication de Roumen Avramov en 1994. Pareil pour l'idée d'élections primaires comme solution idéale dans une situation politique de crise.» (entretien, juillet 2006) Dans le même entretien, Krastev explique également la manière dont les experts

du CSL parviennent à inventer de telles idées-clés: «Nous lisons et on tombe sur des idées biscornues [*idiotski*] de fous dans le monde entier et nous essayons de les appliquer dans des formules expérimentales chez nous.»

Ainsi, les entretiens avec Ivan Krastev mettent en avant le rôle du hasard dans la captation d'«idées biscornues» (des «microbes» créant une contagion grippale) par les experts du CSL. Le terme «biscornu» accentue l'idée d'une non-appartenance de ces idées à un système de pensée ou à une politique concrète. Les entretiens insistent également sur le caractère démocratique de ces inventions, comme si elles étaient inspirées directement par les besoins des électeurs et qu'elles sont également conditionnées par la capacité incroyable du *think tank* d'entendre les opinions de différents acteurs politiques. Ivan Krastev et les experts du CSL sont désignés comme les auteurs directs, comme les pêcheurs en ligne de ces idées, revendiquant ainsi l'initiative et l'arbitrage de leur utilisation.

La comparaison entre la version de l'IRI et celle du CSL sur la paternité de l'idée des élections primaires en Bulgarie est significative en ce qu'elle démontre l'imbrication complexe entre le discours et les pratiques de deux *think tanks* placés à des endroits différents dans la hiérarchie de ce que Guilhot (2005 et 2001) désigne comme «l'internationale des experts». Chacun, à son niveau, a intérêt à revendiquer la paternité de l'idée afin de renforcer sa légitimité dans les réseaux du marché des projets. Pourtant, jamais un conflit ouvert n'éclate entre les deux niveaux parce qu'il est de leur l'intérêt commun de légitimer les acteurs de la société civile comme auteurs de stratégies, d'idées et d'actions dont ils ne sont en fin de compte que les médiateurs et les exécutants. Le rapport de l'IRI (1996: 9) insiste en effet sur le besoin d'introduire l'idée des primaires bulgares de manière à ce que les acteurs locaux s'en saisissent (*to take ownership of the idea*) comme si elle était la leur. En s'appropriant le projet, le CSL réussit ensuite, à son tour, à faire en sorte que les acteurs politiques locaux eux-mêmes croient que l'initiative et sa mise en œuvre leur reviennent entièrement.

CONCLUSION

Analysant ici la manière dont les *think tanks* bulgares ont joué un rôle d'ingénieurs «pragmatiques» de l'espace politique national, mais aussi de médiateurs (Wedel [à paraître]) entre celui-ci et une nébuleuse de fondations et *think tanks* appartenant à «l'internationale des experts en démocratisation», il apparaît clairement que leur action s'exerce en dehors de toute forme de légitimité qui repose sur une représentation électorale ou sociale.

Négociant et mettant en œuvre des politiques sans mandat, les *think tanks* participent à des formes d'exercice de pouvoir qui fragilisent le principe de la représentativité et du contrôle démocratique. Au lieu de promouvoir la transition vers une démocratie moderne, basée sur des institutions souveraines et autonomes, comme leurs discours des années 1990 l'ont souvent prétendu, ils ont plutôt été des acteurs d'une transition vers l'ère de «l'Etat post-souverain» (Abélès 2008: 112). Ils ont contribué à rendre de plus en plus floues les frontières entre le national et l'international, le gouvernemental et le non-gouvernemental, le public et le privé, participant ainsi à une sorte de désinstitutionalisation et privatisation de l'espace politique.

Les *think tanks* bulgares représentent donc un terrain anthropologique très intéressant permettant d'étudier les processus de globalisation et de déplacement du politique qui engendrent de nouvelles formes de gouvernance publique et privée partout dans le monde (Abélès 2008: 111). Si en effet, comme eux-mêmes le reconnaissent, la tâche des *think tanks* est de «repenser le cadre à travers lequel la société et ses politiciens élus pensent le monde [...], les vieilles théories dont les origines remontent à l'héritage des Lumières n'étant plus un cadre adéquat permettant de traiter la complexité de l'époque contemporaine»[18], il convient néanmoins de s'interroger sur la viabilité et la nature démocratique des nouvelles formes de gouvernance que cette mise en cause implique. Il nous semble en tout état de cause que cette affirmation s'attaque en profondeur à la vision de penseurs comme Hegel dont *Les Principes de la philosophies du droits* (1821) affirment que la société civile, étant la sphère «des personnes privées qui ont pour but leur intérêt propre» (§182), ne peut pas garantir seule, sans l'Etat, la prise en compte de l'intérêt collectif et de l'universel. Il n'est donc pas étonnant d'observer en Bulgarie, mais aussi ailleurs dans le monde, la montée d'une crise de confiance vis-à-vis d'une société civile dépendante de financements étrangers ou corporatistes, préoccupée trop souvent par la défense de ses propres intérêts de survie plutôt que ceux de la population qu'elle est censée représenter.

[18] Extrait du site Internet de la Central European University (CEU) à Budapest (www.ceu.hu/research_centers.html [consulté en juin 2007]) qui explique les objectifs du Open Century Project coordonné par Krastev.

BIBLIOGRAPHIE

ABÉLÈS Marc
2008. *Anthropologie de la globalisation*. Paris: Fayard.

CARPENTER Scott
1998. «Whales in Maritsa and Other Tall Tales». *Insider* (numéro spécial *The Rebirth of Bulgaria*): 26.

DEZELAY Yves
2004. «Les courtiers de l'international». *Actes de la recherche en sciences sociales* 151-152: 5-35.

GUILHOT Nicolas
2001. «Les professionnels de la démocratie: logiques savantes et logiques militantes dans le nouvel internationalisme américain». *Actes de la recherche en sciences sociales* 139: 53-65.

2005. *The Democracy Makers*. New York: Columbia University Press.

HANN Christopher, DUNN Elisabeth (Ed.)
1996. *Civil Society: Challenging Western Models*. London: Routledge.

IRI (International Republican Institute)
1996. *Report on Bulgarian Primary Election*. Publié sur le site www.iri.org (consulté en juillet 2006).

KRASTEV Ivan
1996. «The Right Party is the Right Party». *Insider* 11.

1998a. «The Primaries as a Challenge». *Insider* (numéro spécial *The Rebirth of Bulgaria*): 24-25.

1998b. «An ‹American Experiment› that Succeeded». *Insider* (numéro spécial *The Rebirth of Bulgaria*): 25-26.

PÉTRIC Boris
2007. «Le Kirghizstan, lieu d'expérimentation pour mesurer les nouvelles normes de la mondialisation politique», in: Irène BELLIER (dir.), *La mesure de la mondialisation*, p. 35-52. Paris: GEMDEV (Cahiers, 31).

SAMPSON Steven
2003. «From Kanun to Capacity-Building: The Internationals, Civil Society and Development and Security in the Balkans», in: Davis SIANI (Ed.), *International Intervention in the Balkans since 1995*, p. 136-157. Routledge: London.

VERDERY Katherine
1996. *What Was Socialism and What Comes Next*. Princeton: Princeton University Press.

WEDEL Janine
1998. *Collision and Collusion: The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe 1989-1998*. New York: Saint Martin's.

(à paraître). *Shadow Elite: The New Agents of Power and Influence*. New York: Basic Books.

AUTEURE

Dostena Anguelova-Lavergne est titulaire d'une thèse en anthropologie politique qui situe les *think tanks* bulgares comme médiateurs (notamment entre local et global) de nouveaux modes de gouvernance de la société et met en cause la notion de transition vue comme processus de modernisation et démocratisation des institutions (*La main invisible de la transition. Think tanks et transition démocratique en Bulgarie après 1989*. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, septembre 2008). Elle réside à Strasbourg où elle travaille en tant que journaliste responsable des rubriques débats et culture de la revue des Dernières Nouvelles d'Alsace *Les Saisons d'Alsace*. Elle est par ailleurs membre du collectif international d'étude sur les *think tanks* du *Social Science Research Council* (New York).

Dernières Nouvelles d'Alsace, 17 rue de la Nuée Bleue, F-67000 Strasbourg
dostena@yahoo.com